

Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/Apres-un-attentat-d-origine-douteux-Uribe-suspend-les-negociations-pour-l-echange-humanitaire-avec-les-FARC>

Après un attentat d'origine douteux Uribe suspend les négociations pour l'échange humanitaire avec les FARC.

- Les Cousins - Colombie -
Date de mise en ligne : samedi 21 octobre 2006

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Le président colombien Alvaro Uribe a annoncé vendredi, au lendemain d'un attentat, qu'il mettait fin aux négociations avec les Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC), privilégiant désormais la « voie militaire » pour libérer les otages de la guérilla.

Par l'Agence France-Presse

Bogota. Le vendredi 20 octobre 2006.

Le chef de l'État a déclaré dans un discours à la nation, depuis le lieu même de l'attentat à la voiture piégée contre l'Université militaire de Bogota, qu'il révoquait « l'autorisation du Haut commissaire pour la paix, Luis Carlos Restrepo, de se réunir avec les FARC pour définir une zone de rencontre, alors que les opérations terroristes continuent ».

« La seule voie qui subsiste est la libération par des moyens militaires des otages. La farce de l'échange humanitaire demandé par les FARC ne peut se poursuivre, et en conséquence je réitère que l'unique voie est celle de la libération par l'armée », a-t-il poursuivi.

Le président a soutenu que les chefs de la guérilla avaient organisé cet attentat contre le principal complexe militaire de Colombie, qui a blessé cinq militaires et une dizaine de civils, et s'en est violemment pris aux dirigeants des rebelles.

« Nous devons intensifier nos efforts et nos renseignements pour délivrer les otages. C'est le moment de rechercher efficacement tous les meneurs » (ndlr : des FARC), a-t-il ajouté.

« Je demande à Jorge Briceño (ndlr : un dirigeant des FARC), alias 'Mono Jojoy', s'il a la lâcheté de nier qu'il a ordonné depuis son refuge de lâches dans la forêt cet attentat contre la ville de Bogota », a poursuivi M. Uribe sur un ton belliqueux.

Il a également déclaré que deux autres dirigeants des rebelles, Raul Reyes et Ivan Marquez, se cachaient à l'étranger, respectivement en Equateur et au Venezuela.

Le 27 septembre, M. Uribe avait fait un premier pas en vue d'un accord humanitaire en acceptant l'exigence des FARC de démilitariser les deux municipalités de Florida et Pradera, dans le sud-ouest de la Colombie. Mais à la suite de la réponse positive de la guérilla, le président a fait marche arrière et a régulièrement remis en cause les conditions posées par les FARC, au grand désespoir des familles d'otages.

La décision annoncée vendredi par M. Uribe « est une condamnation à mort des personnes séquestrées », a déclaré à l'AFP Yolanda Pulecio, la mère d'Ingrid Betancourt, enlevée en février 2002. Mme Pulecio a également accusé le chef de l'État « de rompre son engagement pris auprès de la France, de l'Espagne et de la Suisse », pays médiateurs.

« Sachez, monsieur le Président, que la libération par la force sera un désastre total », affirme Marleny Orjuela, présidente de l'Asfamipaz (association de familles de policiers et soldats séquestrés). « Nous n'acceptons pas les libérations de nos fils par le sang et le feu, parce que c'est l'équivalent de la mort », dit-elle.

Pour Clara Leticia Rojas, la mère de Clara Rojas, la directrice de campagne d'Ingrid Betancourt enlevée au même

moment, « ce qui se passe est terrible ».

L'agence de presse ANNCOL, proche des FARC, suggérait vendredi que l'explosion d'une camionnette piégée avec 60 kg d'explosifs, dont le chauffeur portait un uniforme de la marine, serait un nouvel « auto-attentat organisé par l'armée elle-même ».

Le 31 juillet, l'explosion d'une voiture piégée dans l'ouest de Bogota avait fait un mort, un civil, et huit blessés, des militaires colombiens. Le véhicule avait explosé au passage de deux camions de la police militaire. Quelques jours plus tard, les journaux avaient révélé, preuves à l'appui, que les auteurs de cet attentat étaient des militaires.

Les FARC, plus grande guérilla du pays avec 17.000 hommes, réclament la libération de 500 rebelles détenus par le gouvernement contre celle de 58 otages, personnalités politiques et militaires dont trois Américains et la franco-colombienne Ingrid Betancourt, ex-candidate des Verts à l'élection présidentielle.